



# Opinions Libres

le blog d'Olivier Ezratty

## Le pessimoptimisme du MEDEF

Les Universités d'Eté du MEDEF 2013 à Jouy-en-Josas perpétuaient fin aout une tradition déjà bien ancienne : une suite de tables rondes avec des thèmes de Bac de philo tellement larges que très souvent, il était bien difficile de suivre le fil conducteur des débats.

Au menu cette année sous la couverture de "**Crise, du danger à l'opportunité**", nous avons donc par exemple du "Regarder la vérité en face", "Aide toi, le ciel de t'aidera pas", "Y croire, toujours", "Tomber et se relever", "Propager le succès", "Tout est possible" ou "Inventons demain". Seules quelques tables rondes étaient un peu plus spécifiques, telles que "Conquérir c'est transmettre" sur la transmission d'entreprise et "L'esprit d'équipe". Le tout permet toujours d'inviter une grande variété de personnalités : patrons, entrepreneurs, politiques, syndicalistes (une seule visible cette année, représentant la CFE-CGC, qui représente... l'encadrement), chercheurs, sportifs, militaires, hommes de foi et aussi représentants d'autres pays. Avec toujours pas mal de 'bons clients' forts en bons mots prêts à être retwittés.

Le changement de cette année était ailleurs : c'était la première Université d'Eté de **Pierre Gattaz**, nouveau président du MEDEF, remplaçant Laurence Parisot après ses huit années de mandat. Il se manifestait de plusieurs manières : une communication plus explicite de Pierre Gattaz sur les revendications patronales, une masculinisation de la thématique et aussi des panels et enfin, un changement décidé tardivement de la thématique de cette édition. Elle devait à l'origine s'intéresser au numérique ! Sujet trop étroit selon Pierre Gattaz qui a préféré traiter de l'urgence économique de la crise actuelle et des moyens d'en sortir. Mais on notera la table ronde "Le sport, filière d'avenir" qui a en quelque sorte remplacé le numérique comme filière dans les priorités apparentes du MEDEF. Jeu de perspective hasardeux mais qui n'est pas sans rappeler le glissement de valeur qui s'est opéré dans une part de la jeunesse !



Au passage, mes photos des deux jours passés à l'Université d'Eté sont [ici](#).

### **Le nouveau discours du MEDEF**

L'approche de Pierre Gattaz est volontairement offensive. Dans ses discours d'introduction et de clôture des Universités (Laurence Parisot n'en faisait pas), il a déroulé tout le programme du MEDEF : le combat pour la croissance et pour l'emploi. Un combat et un avant-gout de méthode sur laquelle je vais m'attarder.

Le discours n'est pas nouveau, avec en substance :

- Le pays est en crise, il ne faut pas rester tétanisé. Il faut agir et vite. Le secteur public est obèse et représente 57% du PIB, 12% de plus qu'en Allemagne. Il en va de même pour les prélèvements obligatoires (46%, sachant que le delta avec la dépense, c'est l'emprunt et la charge de la dette...). D'où la multiplication de taxes et contraintes sur les entreprises. L'Etat passe son temps à inventer des taxes pour résoudre tous les problèmes et nombreuses sont celles qui détruisent de l'emploi. Alors, on crée des dispositifs fiscaux qui allègent ces nouvelles taxes. Puis on crée des taxes qui financent les exceptions que l'on vient de créer. Il y a 100 Md€ de prélèvements en trop sur les entreprises par rapport à nos voisins. Le déficit commercial s'ajoute à la dette qui pèse 92% du PIB. Cette fiscalité dégrade la compétitivité. Il faudrait la réduire de 20 Md€ par an. 1,7%, c'est faisable ! Il faut une dynamique de baisse massive. Sans préciser où, il indique toutefois qu'il faut s'attaquer au fameux mille-feuille administratif.
- Sur les retraites, on aura 200 Md€ de déficit en 2020 si *"on ne fait rien"*. La transition énergétique ? C'est le choix du déclin. Il ne faut pas choisir le déclin mais faire le pari que la science peut résoudre les problèmes (notamment sur les gaz de schiste). Il récuse au passage la taxe carbone des récentes annonces gouvernementales qui pourrait perturber une fois de plus le compte d'exploitation des entreprises, déjà bien mis à mal par la crise et l'augmentation des charges. Sans compter que les entreprises françaises, surtout les PME, sont parmi les moins profitables d'Europe.
- Pour créer de l'emploi et de la croissance, il faut recréer un terreau favorable à l'emploi. Les emplois aidés ne valent rien. Le seul emploi qui vaille est créé par les clients. Taxer, ce n'est pas reformer. Il faut aussi un

choc de simplification, un vrai. Pour tout nouveau règlement, il faudrait en supprimer deux comme au Royaume-Uni.

Denis Kessler ancien numéro deux du MEDEF, était lui, bien plus incisif, avec une longue litanie d'aphorismes : *“Je préfère la méritocratie à la médiocratie, l'accumulation à la redistribution, les fonds de pension à des régimes avec des trous de pension. Il faut soutenir l'offre, jamais la demande. Respecter la finance plutôt que de la traiter en ennemi. Ne faut jamais donner du temps au temps. Je ne vois pas comment on peut partir à la conquête en donnant du temps au temps. On n'a plus le temps !”*. Et des images : *“Je préfère les autoroutes droites aux 30 000 ronds points de nos collectivités locales qui coutent 6 Md€. La France tourne en rond et on sait pourquoi”*.

### Qui est visé ?

Le discours de l'équipe dirigeante du MEDEF s'adresse à trois audiences :

- D'abord, aux **pouvoirs publics** : réformez alors qu'il en est encore temps (si tant il en est...) avant que la France n'aille dans le mur. Et d'égrener des propositions : faire baisser les charges patronales et la fiscalité des entreprises chacune de 50 Md€ (par an), réduire la dépense publique d'autant, supprimer les 35 heures, l'ISF et la taxe à 75% sur les hauts revenus. Toutes ces mesures détruisent de l'emploi, il faut donc s'en débarrasser. La ligne de Pierre Gattaz se veut simple : il sera pour ce qui créé de l'emploi et contre ce qui n'en créé pas (voire en détruit).
- Ensuite, aux **patrons** : bougez-vous, innovez et exportez ! La croissance, c'est vous qui la ferez. Un discours ardemment porté par Jean-Claude Vullot et évidemment soutenu par ceux des patrons d'entreprises fortement exportatrices comme Airbus, Schneider Electric ou Total. Un JC Vullot qui s'insurgeait contre le manque de réponses d'entreprises obtenues lorsque le grand emprunt avait été lancé en 2009. Les entreprises n'avaient pas assez de projets d'innovation et de croissance dans leurs cartons ! Un motto : *“Prendre des risques, c'est la différence entre celui qui gagne et qui perd”*.
- Et puis, aux **salariés**, à qui le MEDEF cherche à faire comprendre que son programme que l'on qualifiera politiquement “de droite” même s'il s'en défendra, consistant à réduire la dépense publique et les charges des entreprises, *“n'est pas un cadeau pour les patrons, mais un cadeau pour l'emploi et aux français”*. C'est l'axe de communication le plus difficile pour le MEDEF !

Le tout évidemment, en s'appuyant tant que possible sur les relais d'opinions. Pierre Gattaz devait d'ailleurs rencontrer les quelques dizaines de bloggeurs présents à ces Universités d'Été pour discuter de ses positions. Raté ! Sa présence a été annulée au dernier moment du fait d'un agenda trop chargé. Alors qu'en fait... il n'était en retard que de 10 minutes sur son agenda prévisionnel. Allez savoir !

### La réponse gouvernementale

Les membres du gouvernement actuel et du précédent n'étaient pas aussi nombreux que les années passées. Bercy était certes au complet et complété par Geneviève Fioraso (enseignement supérieur et recherche), mais c'est tout. Même dans l'opposition, les têtes se faisaient rares : juste Michèle Alliot-Marie et Luc Chatel.

**Pierre Moscovici** (Economie et Finance) a déployé force empathie vis à vis des dirigeants d'entreprises en expliquant comprendre leurs difficultés et l'approche du gouvernement pour les aider avec le rappel du CICE et autres dispositions. **Bernard Cazeneuve** a aussi joué le registre de l'empathie et de manière fort habile. **Arnaud Montebourg** (redressement productif), plus directement pris à partie, a plus joué dans la rhétorique de

l'industrialisation mais en étant moins concret.



**Fleur Pellerin** (PME, innovation, numérique) allait plus dans l'empathie, en racontant l'histoire d'entrepreneur de son père, et dans le détail, égrenant quelques-unes des mesures issues des Assises de l'Entrepreneuriat, comme la fin du fichage à la Banque de France des entrepreneurs qui ont connu une faillite (indicateur 040).

Quand à **Sylvia Pinel** (Commerce, Artisanat), elle était un peu à la peine à expliquer la politique du gouvernement, notamment sur l'évolution du régime des auto-entrepreneurs.



Donc, empathie, dialogue et mesures symboliques, mais sans évidemment que les représentants du gouvernement puissent rentrer dans le lard des plus gros problèmes qui affectent les entreprises et de cette France difficile à transformer.

Bernard Spitz, qui a en charge la commission internationale du MEDEF, m'indiquait que les 100 Md€ d'économies étaient faciles à trouver, mais que, évidemment, cela ne se ferait pas sans heurts ! La difficulté est d'accepter de se faire mal à différents endroits pour aller mieux ailleurs et que cela soit accepté par la majorité des citoyens ! Peu de politiques acceptent de prendre ce genre de risque. En fait, aucun, en temps normal.

### La méthode

Les grands patrons du CAC40 émettaient finalement deux sons de cloche sur la méthode de gestion du changement en France.

D'un côté, l'approche directe et explicite, demandant le maximum, y compris ce qu'ils savent pertinemment impossible à obtenir (genre suppression de l'ISF). C'est l'approche Gattaz / Kessler. Et de l'autre, une approche plus pragmatique, plus réaliste, promue notamment par Christophe Margerie (Total) qui a notamment **interpelé** Pierre Gattaz pour lui dire que la suppression de l'ISF n'était pas une priorité et qu'il ne fallait pas demander ce

que l'on ne pouvait pas obtenir et qui pourrait envoyer un message mal interprété. Ce sur quoi Gattaz a enfoncé le clou : l'ISF plombe l'emploi et il explique notamment pourquoi on n'a pas assez d'ETI en France.

La gestion du changement procède soit lentement par petites touches soit de manière plus rapide et radicale. Et là, soit on attend le mur pour bouger soit on anticipe. Pour cette seconde option, le changement se provoque par la prise de conscience de la situation dans laquelle on est, quitte à la noircir. Puis à indiquer une destination, un avenir brillant et enfin à opérationnaliser la chose. Cela peut fonctionner dans une organisation top-bottom comme une entreprise. Mais dans un pays avec ses différents corps constitués et son inertie naturelle, la méthode ne fonctionne pas facilement. Sauf après une grave crise de régime, genre 1958, ou bien une guerre ou... une faillite. Faut-il attendre de devoir baisser drastiquement les salaires et/ou les retraites des fonctionnaires **comme en Espagne ou en Grèce** pour réformer la puissance publique ?

Même s'il espère qu'un gouvernement de gauche sera finalement mieux placé qu'un gouvernement de droite pour faire des réformes difficiles, Pierre Gattaz indique être optimiste tout en demandant des choses qu'il sait qu'à court et moyen terme, le gouvernement ne fera pas. Son attitude volontariste ressemble à du "pessimoptimisme". Son optimisme tourne vite au vinaigre et devient du pessimisme, par force de réalisme. Cela se sentait à ces Universités d'Été où l'audience n'était pas du tout sourire malgré le teint hâlé du retour de vacances.

Pour contourner cet écueil, Pierre Gattaz souhaite lancer deux initiatives : une campagne d'explication pilotée par les patrons eux-mêmes et sur le terrain et de l'autre, l'opération France 2020, censée fournir une voie côté innovations.

- La **campagne d'explication** ? Il y aurait en effet fort à faire. Certes, le MEDEF a publié de nombreux livres blancs ces dernières années dont certains avaient un bon contenu pédagogique. Mais les patrons ont dans l'ensemble du mal à s'exprimer. Ils ont peur des médias, qui c'est vrai, ne sont pas toujours bienveillants. Ils ne s'engagent pas bien dans les réseaux sociaux, encore étrangers à leurs habitudes. La communication directe et personnelle n'est pas leur truc. La pédagogie non plus. Et l'exemplarité fait parfois défaut, suffisant amplement à jeter l'opprobre sur l'ensemble des patrons. A voir les commentaires dans les sites web de la presse quotidienne qui couvraient ces Universités, on retrouve toujours cette animosité ambiante sur "les salauds de patrons" et "les riches".
- De son côté, **France 2020** est en gros une boîte à idée en matière d'innovations et de réformes. L'initiative a été lancée avec Ernst & Young. C'est très bien, mais cette approche "UGC" (user generated content) ne va rien changer au problème de méthode. Cela risque au mieux de générer une foulditude d'idées disparates difficiles à rassembler pour en faire un tout cohérent et opérationnalisable. Au passage, pour soumettre une idée, il faut créer un compte sur le site. Y compris pour les consulter, au-delà des cinq premières. Ce n'est pas très encourageant ! Qui plus est, en matière de communication, une tag line avec "ensemble, faisons gagner la France" avec un seul visage qui l'accompagne (Gattaz), cela fait un peu trop campagne de communication politique. "Ensemble, tout devient possible", ça vous rappelle quelque chose ? 2020, ça me rappelle une initiative équivalente d'Eric Besson en 2008 et bien évidemment la copie récemment rendue par les Ministres sur 2025.



Dans d'autres tables rondes, on discutait du pessimisme. **Marie-Laure Sauty de Chalon** (AuFeminin) expliquait avec subtilité les différences entre le pessimisme du chemin et le pessimisme de la destination. On peut être pessimiste sur les difficultés à traiter mais optimistes sur le résultat, sauf à être pervers et être pessimiste dans les deux cas ou, au contraire, inconscient en étant béatement optimiste tout azimut.

Pour **Jacques Séguéla** (EuroRSCG) toujours prolix en bons mots, les optimistes ont inventé les avions et les pessimistes, les parachutes. Et de se plaindre que l'on rit moins (17mn passé à 5mn par jour en plusieurs décennies selon une enquête). Le pessimisme est dans les gênes des français, c'est l'esprit critique et le doute. Le français est libertaire et égoïste : il est heureux du malheur des autres. Il a aussi le complexe de l'argent et le défaut de l'envie.

Dans cette même table ronde "Y croire toujours", l'analyste financier américain **Raoul Pal** cherchait à nous rassurer : tout le monde se plaint dans tous les pays sur son environnement économique. Tous les grands pays occidentaux sont endettés. Et leur vieillissement les enfonce. Nous sommes justes "réalistes". Mais le réalisme, c'est aussi d'intégrer que les pays émergents ont aussi de graves problèmes, qu'il s'agisse des chinois ou des indiens. Il repositif les atouts de la France et notamment le milliard d'individus qui parleront bientôt français grâce au développement de l'Afrique. Une Afrique qui va prendre le relais.

Il existe d'autres formes de réalisme, comme celui de **Jean-Pierre Blanc**, le DG de Malongo. Pour lui, il faut réinventer la prospérité sans croissance. Qu'est ce que la croissance ? C'est créer des activités non plus de surconsommation mais permettant de mieux consommer, de faire du qualitatif, de créer de la valeur d'usage. Il pense évidemment à son activité dans le café équitable.

### Des problèmes mais pas assez de solutions

La réforme de ce pays est complexe à mener. Malheureusement, les grandes têtes pensantes de ces Universités d'Été étaient bien prolixes sur le diagnostic, mais bien moins sur sa finesse et sur les solutions. Demander la baisse des dépenses publiques est trop facile. Surtout si on ne se mêle pas du "comment" et du "où" et si l'on

oublie les *vrais gens* dans l'équation. Je m'étais penché sur la question **en 2007** juste avant la présidentielle. C'est aussi peine perdue si le discours manque d'empathie vis à vis des salariés et des jeunes, s'il n'intègre pas suffisamment de changements symboliques dans l'attitude des grand patrons et grandes fortunes et s'il ne propose pas de rêve digne de ce nom.

Il faut savoir distinguer dans la dépense publique les **charges régaliennes** (défense, sécurité, justice, affaires étrangères), la **protection sociales** dont une bonne part relève de la redistribution (santé, famille, chômage, retraites, logement), l'**éducation**, les **aides aux entreprises et à l'emploi**, le fonctionnement des **collectivités locales** et tout le reste. Il faut aussi faire la part des choses entre les dépenses publiques et les coûts des prestations et services pour les entreprises et les foyers. Ainsi, la protection santé est financée par les charges sociales (et les mutuelles) mais ce qui compte plus, c'est la dépense de santé par habitant, qu'elle soit ou non financée par la redistribution publique. Privatiser certaines activités peut ainsi paraître une belle solution mais au final augmenter les coûts pour la collectivité même si la "concurrence" peut parfois être saine. C'est ce qui se passe aux USA où la santé pèse plus de 17% du PIB contre moins de 13% en France.

Nous vivons collectivement plus de 10% (déficit + charge de la dette / PIB) au dessus de nos moyens et au détriment des générations futures. Comment baisser la dépense publique sans trop revoir sa logique de redistribution aux dépends des plus modestes ? La ponction des plus hauts revenus et patrimoines ne suffit pas mécaniquement et passé un certain stade, elle pénalise l'emploi sur le moyen terme. La croissance par les exportations ? Elle est souhaitable mais il faudrait environ augmenter ces dernières d'au moins 50% pour absorber les *environ* 5% de déficit public. Ce n'est pas la seule solution !

L'économie, c'est un ensemble de vases communicants avec des effets systémiques méritant d'être mieux expliqués. Prenons la **crise du logement** en France et ses conséquences sur la consommation. La pénurie de logements dans les zones denses, les taux d'emprunts très bas et les aides fiscales ont contribué chacun à renforcer le coût du logement, aussi bien pour l'accession à la propriété que pour les locations. Nombre de ménages dépensent plus de la moitié de leurs revenus pour se loger. Ce phénomène est bien moindre en Allemagne où le logement est bien plus abordable. Il pèse donc moins lourd dans le budget des ménages. Cela libère les bourses pour la consommation de biens et de services. Cela a permis aussi de plus facilement faire passer des aménagements de salaires (vers le bas) et de réduire le coût du travail, l'un des facteurs de compétitivité de l'industrie.

Dans le même domaine, l'ISF est le summum : juste socialement pour les uns mais macro-économiquement néfaste dans la pratique. Gattaz aurait ainsi pu expliquer que l'ISF explique indirectement la présence de nombreux fonds de pension américains dans l'actionnariat de ces ETI, et les transformations de ces entreprises dénoncées par les salariés. L'ISF explique aussi que le logement locatif ne soit pas rentable en France malgré des loyers très élevés ! Ce qui paraît juste est en fait contre-productif surtout lorsque la France est quasiment la seule à le pratiquer !

Il y a bien entendu aussi le rôle de l'enseignement, évoqué notamment dans la table ronde à laquelle participait **Geneviève Fioraso**. Générateur de débats interminables pour savoir si elle doit préparer des citoyens, des salariés ou des entrepreneurs. Les trois mon capitaine...

René Ricol rappelait aussi dans une table ronde que de nombreuses taxes coutaient plus cher que ce qu'elles rapportaient. A chaque création de nouvelle taxe, il faut des fonctionnaires pour la gérer, produire des réunions, du papier, des règlements, des contrôles (ou pas...), etc. Et on fait perdre du temps à ceux qui doivent les payer. Alors qu'il est bien plus simple de changer le taux de prélèvement d'une taxe existante. C'est un principe de gestion pourtant simple : quand les prélèvements doivent être augmentés, ils devraient l'être seulement par un changement de taux ! Même si l'affichage politique est moins fort.

De même, le mille-feuille administratif des collectivités locales génère des coûts indirects... en réunions ! Pour chaque décision, il faut mettre autour de la table tout un tas de services et organisations. Comme dans les grandes entreprises, qui sont aussi victimes du phénomène ! Vous voulez installer une usine quelque part ? Le nombre de comités Théodule à croiser fait durer la procédure plusieurs années ! Et s'il faut drastiquement baisser le nombre de fonctionnaires, il faut expliquer à quoi ils pourraient être employés... dans le privé !

L'autre sujet un peu trop absent de ces débats est le **rôle du numérique** à la fois dans la crise et comme moyen d'en sortir. Qui représentait le numérique dans les débats ? Il y avait Gilles Babinet (entrepreneur), Michel Combes (PDG d'Alcatel-Lucent), Alexandre Malsch (sans doute le plus jeune intervenant, fondateur de Melty), Stéphane Distinguin (FaberNovel, Cap Digital), Marie-Laure Sauty de Chalon (AuFeminin) et Fleur Pellerin. C'est pas mal, mais on n'a pas trop entendu le son de cloche des industries du numérique. Et notamment, comment celui-ci permettrait s'il était bien employé, de réduire la dépense publique. Car la lourdeur de la dépense publique vient aussi du fait qu'elle utilise moins bien le numérique qu'une grande part du secteur privé.

Le MEDEF peut toujours dire qu'il ne peut prescrire au gouvernement ce qui n'est pas de sa responsabilité. Mais ses revendications sont déjà teintées politiquement, même si elles sont marquées du sceau bienfaiteur de la création d'emplois. Alors, pourquoi ne pas aller plus en avant côté solutions ? Pourquoi ne pas faire plus d'efforts dans la symbolique (les jeunes, les entrepreneurs, les startups) ? Aller, c'était une bêta ! On attend la release finale pour 2014 !

Cet article a été publié le 2 septembre 2013 et édité en PDF le 27 décembre 2021.  
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>